

Façonner l'Europe ensemble: pour plus d'UE, pour une UE meilleure, pour une UE sociale



Document de base de la Commission spécialisée « Politique extérieure »
du PS Suisse, approuvé le 29 février 2016

Le présent document aborde la question de savoir ce qu'est l'UE (fondamentalement) et dans quelle direction elle doit se développer d'un point de vue socialiste. Sur la question de savoir quelle forme doivent revêtir les relations contractuelles de la Suisse avec l'UE (Art. 121a de la Constitution fédérale, question institutionnelle, réformes internes concomitantes, perspective d'adhésion, etc.), la sous-commission s'exprimera dans des prises de position à venir, séparées.

Contenu

LES DÉFIS GLOBAUX EXIGENT UNE RÉPONSE INTERNATIONALE	1
LA DYNAMIQUE POLITIQUE DE L'INTÉGRATION EUROPÉENNE	1
CE QUE L'UE A RÉUSSI À ACCOMPLIR ET À OBTENIR – CE QUI EST EN JEU	2
L'UE EST INACHEVÉE DANS DES DOMAINES CRUCIALES, CE QUI LA REND VULNÉRABLE	4
DANS CERTAINS DOMAINES, L'UE A UNE LONGUEUR D'AVANCE SUR LA SUISSE	6
FAÇONNER L'UE ENSEMBLE – UNE THÉMATIQUE DE CHOIX POUR LE PS SUISSE ?	8
POURSUIVRE LE DÉVELOPPEMENT D'UNE IDENTITÉ PANEUROPEENNE – RENFORCER LE PS EUROPÉEN AVEC DES CAMPAGNES COMMUNES POUR UNE EUROPE SOCIALE	9

Les défis globaux exigent une réponse internationale

Des « objectifs globaux », comme les appelle l'ONU dans son Agenda 2030 pour le développement durable, ne peuvent être concrétisés que par une interaction cohérente de mesures multilatérales, nationales, régionales et locales. On a besoin d'acteurs forts au niveau global, d'acteurs capables d'agir au niveau national, régional et local.

Au sein du grand public règne la confusion sur la question de savoir qui est responsable des crises dans les différentes régions d'Europe – chômage élevé à l'échelle régionale, notamment le chômage des jeunes, dettes de différents pays, crise de la solidarité sur la question des réfugiés, débordements de violence aux confins de l'Europe –, et en quoi l'UE peut et doit contribuer à leur résolution: les États concernés selon le principe de subsidiarité? Ou bien (malgré tout) l'UE? Il est d'autant plus important de bien s'entendre sur ce qu'est l'UE (fondamentalement) et dans quelle direction elle devrait se développer.

La dynamique politique de l'intégration européenne

L'intégration européenne a déjà traversé de nombreuses crises. Ce n'est pas la première fois que l'on prédit sa désintégration possible. En réalité, chaque crise a jusqu'à présent renforcé l'intégration.

L'UE est un projet foncièrement et éminemment politique. Au cours de toute son histoire, elle reflète les rapports de forces sociaux de chaque contexte. Il y a des phases durant lesquelles l'intégration européenne a été marquée par l'action de forces conservatrices. Durant d'autres phases, des initiatives progressistes ont exercé une influence déterminante sur la (pour)suite de la construction de l'UE.

Sous la présidence du socialiste Jacques Delors, à la tête de la Commission de 1985 à 1995, il y avait dans l'UE une dynamique sociale et un nivellement vers le haut soutenus par le Conseil européen, dans lequel des États membres gouvernés par des socialistes avaient la majorité. Cela a changé en profondeur sous l'ère du conservateur José Barroso, président de la Commission de 2004 à 2014. La dynamique néo-libérale à l'œuvre dans quelques États membres qui pratiquent la sous-enchère salariale et démantèlent les services publics a rejailli de façon naturelle sur l'UE dans son ensemble.

Aujourd'hui, on observe des signes discrets d'une correction. Claude Juncker, président de la Commission, Martin Schulz, président du Parlement européen, et Donald Tusk, président du Conseil européen, disent en fait la même chose tous les trois: le fossé entre l'UE et la population se creuse, ce qui peut mettre en péril le projet de l'intégration européenne. Par conséquent, il nous faut un débat ce qu'est l'UE et comment elle devrait se développer.

Ce que l'UE a réussi à accomplir et à obtenir – ce qui est en jeu

Dans les débats actuels sur les réfugiés, la crise des pays méditerranéens et les refus émis par quelques gouvernements d'Europe de l'Est, on oublie souvent ce que l'UE représente. Bien trop rapidement, l'UE est réduite de façon unidimensionnelle à une seule caractéristique – souvent négative. Sont souvent passés sous silence les acquis et les accomplissements de l'UE concrète qui est **une entité complexe, pluridimensionnelle**:

Communauté de VALEURS, DE DROIT ET DE SÉCURITÉ: L'UE forme une communauté de valeurs, qui déjà pendant la Guerre froide a opposé durablement aux dictatures communistes de l'Est de l'Europe un espace – demeuré jusqu'à aujourd'hui unique en son genre – de liberté, de démocratie, de droit et de sécurité. Depuis le Traité de Lisbonne, la Charte des droits fondamentaux fait partie intégrante du droit primaire de l'UE. Elle s'inspire des principes de la Convention européenne des droits de l'homme, de la Charte sociale européenne, des documents sur les droits humains de l'ONU ainsi que des constitutions des États membres. C'est à la Cour de justice de l'Union européenne, dont le siège est à Luxembourg, et à l'ensemble des juges nationaux – en quelque sorte en qualité de juges de l'Union – qu'il appartient de faire respecter sa mise en application. Grâce à Schengen, tout un chacun a pu vivre concrètement cet espace de liberté et de droit dans toute l'Europe avec la liberté de voyage et la suppression des contrôles aux frontières à l'intérieur de l'Europe. Les gardes-frontières des frontières intérieures ont été remplacés avec succès par la coopération judiciaire et policière à l'échelle européenne. En matière de qualité de vie, l'UE occupe ainsi une position de pointe à l'échelle mondiale avec, en termes de civilisation, une grande force de rayonnement et d'attraction qui ne fléchit pas. En raison de la question des réfugiés, tous ces acquis sont aujourd'hui soumis à de fortes pressions.

Communauté d'ÉTATS: Avec le Conseil, la Commission, le Parlement et la Cour de justice, l'UE possède des institutions communes fortes. L'UE est ainsi bien plus qu'un système d'alliances intergouvernemental. Dans de nombreux domaines, l'UE fonctionne aujourd'hui comme un État fédéral démocratique avec un système bicaméral, dans lequel le Conseil et le Parlement élu directement instaurent en commun un droit contraignant en cas de consensus (accord) par décision prise à la majorité. Cependant, la perception fréquente de l'UE comme étant un État fédéral politiquement responsable à l'échelle européenne est fautive. La responsabilité de l'UE est bien moins engagée qu'on ne le prétend, parce qu'elle ne possède – justement dans les domaines qui font le plus souvent l'objet de discussions et de débats au niveau politique – pas de compétences, ou alors seulement des compétences très limitées (à ce sujet, voir la section suivante). Les compétences de l'UE sont réglées dans le droit primaire (aujourd'hui: Traité de Lisbonne). Apporter des modifications à ce traité est extrêmement difficile du point de vue politique. Une révision requiert l'accord de tous les États membres. Ceux-ci prennent des décisions après des procédures internes à chaque

pays. Les points de vue nationaux se voient alors souvent accorder la priorité sur des considérations européennes.

L'Europe, ŒUVRE DE PAIX: L'intégration européenne a tiré avec un succès considérable les conclusions qui s'imposaient des catastrophes du 20^e siècle. L'UE est une œuvre de paix, qui après la Seconde Guerre mondiale a mis en place des institutions efficaces pour la collaboration, les droits humains et la résolution pacifique des conflits. Elles ont permis l'avènement, à l'intérieur de l'UE, de la plus longue période de paix vécue en Europe depuis des siècles et ont permis la transformation et l'intégration sans violence des pays de l'Est, anciennement gouvernés selon le modèle communiste. Certes, les guerres de désintégration yougoslaves et la violence qui fait rage dans les anciennes républiques soviétiques ont montré une influence limitée dans le voisinage de l'UE. Dans les Balkans occidentaux et en Ukraine également, l'attractivité d'un rapprochement avec l'UE reste cependant un levier pour la paix et l'État de droit – de même en Turquie pendant longtemps, jusqu'aux hésitations de quelques États membres de l'UE.

Communauté de MARCHÉS: L'UE forme le plus grand marché intérieur du monde, suivi par ceux des États-Unis, de la Chine, de l'Inde et du Japon. Il repose sur des règles directement applicables et ratifiées de façon bilatérale/multilatérale dans toute l'Europe et va bien au-delà des règles de libre-échange et de la législation de l'OMC. Elles assurent la liberté de circulation des marchandises, des capitaux et des services à très large échelle et garantissent la liberté (unique en son genre) de tous les travailleurs d'exercer une activité professionnelle dans un autre État et de s'établir dans cette intention où que ce soit en Europe. Les multiples libertés individuelles fondamentales des citoyen-ne-s de l'UE et de l'AELE sont indissociablement liées à l'adoption (à l'échelle européenne) de la liberté contractuelle, de la garantie de la propriété et de la sécurité juridique en tant que bases du marché intérieur. Le marché intérieur a aidé l'Europe à réaliser d'énormes gains en termes de prospérité. Irrésolue est la question de savoir comment on peut agir contre la répartition inégale des salaires et du capital et opposer aux libéralisations des mesures de protection collectives efficaces contre le dumping salarial et la précarisation.

Union d'AFFAIRES ÉCONOMIQUES EXTÉRIEURES: Dans la droite ligne du fonctionnement de l'Union douanière, établie au cours des années 1950, l'organisation des affaires économiques extérieures relève de la compétence exclusive de l'UE. Depuis le Traité de Lisbonne, les accords de protection des investissements et de double imposition sont aussi l'affaire de la communauté. Également, le Traité de Lisbonne a renforcé l'obligation légale selon laquelle les accords sur les affaires économiques extérieures doivent contribuer à la durabilité sociale et écologique ainsi qu'à la protection des droits humains. La mise en application a toutefois de la peine à suivre à maints égards. Un test décisif sera l'accord (commercial) TTIP (Transatlantic Trade and Investment Partnership) de l'UE avec les États-Unis. Le PS européen appelle notamment de ses vœux des standards élevés dans le service public et s'engage en particulier pour la protection du travail et de l'environnement. Il exige plus de transparence dans le processus négociatoire et la procédure de règlement des différends planifiée. L'UE a annoncé des démarches allant dans ce sens. Pour l'heure, il est très difficile d'avoir une idée précise de ce qui figurera dans l'accord à la fin du processus.

Union BANCAIRE: En réaction à la crise financière, l'UE a instauré en un temps record une Union bancaire qui repose sur trois piliers: un mécanisme de surveillance unique (opérationnel depuis novembre 2014), un mécanisme de résolution unique (opérationnel depuis le 1^{er} janvier 2016) et un système européen de garantie des dépôts (décidée, mais qui n'entrera complètement en vigueur qu'à partir de 2024). L'Union bancaire contribue dans une large mesure au fait que lors de futures crises bancaires, des règles communes appliquées à l'échelle européenne exigeront que l'on ne demande pas de passer à la caisse au contribuable, mais aux créanciers et aux déposants dont le goût du risque est trop marqué.

Communauté de FORMATION ET DE RECHERCHE: Certes, la formation et la recherche relèvent toujours de la compétence exclusive des différents pays. Avec « Bologne » et « Erasmus » dans la formation universitaire et « Copenhague » dans la formation professionnelle et la formation continue (tout au long de la vie), la collaboration et l'harmonisation de la réglementation sont cependant tellement avancées à l'échelle européenne que l'on peut parler aujourd'hui, dans certaines domaines, d'une communauté de formation et de recherche à l'échelle de l'UE. L'étendue et la mise en réseau de la base de la main-d'œuvre et de la capacité d'innovation sont aujourd'hui centrales. Quiconque se tient à l'écart s'attire rapidement de grands désavantages.

Communauté SOCIO-STRUCTURELLE: Les relations de classes, familles, sexes, catégories d'âge ou autres se trouvent à l'échelle européenne dans un processus d'homogénéisation, auquel la communauté éducative contribue autant que l'harmonisation des marchés du travail. Certes, les sociétés présentent en elles-mêmes toujours plus de différences sur un mode pluraliste, mais d'une façon très semblable du Sud au Nord et de l'Ouest à l'Est. Le droit de l'UE contribue à l'émergence de cette communauté socio-structurelle. Se pose avec d'autant plus d'acuité la question de savoir comment on peut contrecarrer la précarisation du travail qui progresse au niveau régional et les disparités sociales en Europe. Cette paupérisation va totalement à contre-courant des valeurs sociales fondamentales énoncées dans la Charte sociale européenne et la Charte des droits fondamentaux de l'UE.

MULTIPLICITÉ CULTURELLE: Dans le domaine de la culture, l'échange – renforcé par la communauté éducative – s'est intensifié: l'échange littéraire fait partie du quotidien, tout comme l'échange en matière d'arts plastiques et de culture cinématographique (films). Tous deux sont souvent encouragés par l'UE dans le strict respect de la diversité culturelle. En termes d'expérience de vie (mode, design, loisirs, habits), la culture s'harmonise pour sa part dans le marché intérieur à l'échelle européenne, d'autres différenciations culturelles ont plutôt tendance à augmenter de nouveau. Ainsi, des aires culturelles calquées sur des régions linguistiques – comme la basque, la catalane ou l'écossaise – attirent de plus en plus l'attention, le plus souvent en lien avec des attentes proeuropéennes, parce que l'UE y est perçue comme protectrice et garante de la diversité culturelle et des droits des minorités. L'UE ne cultive pas de politique culturelle unificatrice, paneuropéenne. Elle encourage au contraire le pluralisme linguistique et la richesse des cultures. À ce jour, l'identité paneuropéenne n'en est qu'à ses balbutiements, tout comme la vie politique publique, et l'on peut à peine parler de médias paneuropéens.

L'UE est inachevée dans des domaines cruciales, ce qui la rend vulnérable

L'approfondissement progressif du marché intérieur a généré moins de croissance et de places de travail qu'on ne l'avait espéré (Rapport Monti). La crise globale de 2008–2009 a frappé en Europe plus profondément qu'ailleurs. Résultat le plus visible: de nouveau 25 millions de chômeurs, comme c'était déjà le cas au début des années 1990 – dont 7,5 millions de personnes âgées de moins de 25 ans. Malgré la nomination (désignation) d'une responsable des affaires extérieures, la politique extérieure de l'UE est dans certaines domaines toujours marquée par les actions contradictoires de ses États membres.

Un effet direct de la crise est que le renforcement des instruments communs et des institutions communes de gouvernance se poursuit malgré tout: Union bancaire, multiplication des interventions dans la politique fiscale, le « Semestre européen » comme tentative de gestion de l'imposition macro-économique (gestion économique dans tous les États membres). Sont également renforcées: la politique éducative commune et la politique sécuritaire commune. Peut-être se bat-on ensemble aussi pour trouver un terrain d'entente et appliquer une politique commune en matière de migration et d'asile.

À cet égard, un double mouvement se dessine:

- Plus que sur aucun autre, la nouvelle Commission européenne insiste sur le **principe de subsidiarité**. Ce qui ne doit pas être impérativement réglementé au niveau européen doit être laissé à la discrétion des États membres ou, encore mieux, être réglé au niveau infranational. Cela doit maintenant se concrétiser avec cohérence.
- En retour, la discussion s'est intensifiée en vue de transférer à l'UE des compétences supplémentaires dans certains domaines, parce que l'on admet désormais que **des défis importants ne peuvent être surmontés qu'en commun**.

En route pour l'Union MONÉTAIRE: Après le dollar, l'euro est la deuxième plus importante monnaie de réserve mondiale. Pour 19 États membres de l'UE sur 28, l'euro constitue la monnaie commune. Le Danemark, la Suède et (jusqu'à une date récente) la Suisse ont lié leurs monnaies à l'euro. Six autres États (Andorre, Monaco, Saint-Marin, le Vatican, le Monténégro et le Kosovo) utilisent l'euro sans faire partie de la zone euro. Malgré cela, l'UE n'est pas une Union monétaire. Des institutions centrales de la zone euro ne sont pas fondées sur le droit de l'UE, mais sur des accords entre États. Cela décrédibilise la légitimation démocratique de la monnaie commune et des mesures prises pour son sauvetage. Lors de l'élaboration et de la ratification de ces accords intergouvernementaux, le Parlement européen n'a rien à dire. Seuls, les parlements nationaux ont pris des décisions sur l'aide à la Grèce, l'achat d'emprunts souverains émis par des États dont l'économie est menacée, le Mécanisme européen de stabilisation financière (MESF), la Facilité européenne de stabilité financière (FESF) et le Pacte budgétaire européen. Seuls, les gouvernements nationaux et parlements nationaux ont dicté à la Grèce et à d'autres pays débiteurs les règles de l'euro. Cela a gravement porté préjudice à la légitimité démocratique des décisions prises en vue du sauvetage de l'euro. Le PS européen exige par conséquent sans équivoque des réformes institutionnelles. La zone euro a besoin d'un niveau parlementaire qui lui soit propre et d'autres institutions pour le renforcement de l'obligation politique de rendre des comptes.

En route pour l'Union FISCALE: Certes, il est réjouissant de constater que l'UE a accru ses efforts dans la lutte contre la concurrence fiscale dommageable au cours des dernières années. Mais l'UE ne peut ici travailler qu'avec des recommandations (ou presque), car elle n'a qu'un petit nombre de compétences en matière de politique fiscale. Heureusement, l'UE exploite de plus en plus ces compétences. Il y a des années déjà, elle lutte avec l'échange automatique d'informations contre la fraude fiscale (soustraction à l'impôt) transfrontalière des personnes physiques. Avec le paquet de mesures contre l'évasion fiscale, la Commission a fourni récemment des instruments concrets de faire obstacle à la planification fiscale agressive, d'améliorer la transparence et de mettre en place des règles du jeu égales pour toutes les entreprises dans l'UE. L'UE n'a toutefois pas la compétence pas percevoir d'impôts elle-même et elle ne peut pas non plus s'endetter. L'UE est financée principalement par les cotisations de ses États membres, ce qui la rend dépendante. Ces cotisations sont extrêmement modestes. Le budget de l'UE représente moins de 3 % du potentiel économique européen. Ce budget anorexique de l'UE empêche d'entrée de jeu l'UE d'intervenir dans les questions centrales d'économie et de politique sociale en endossant un rôle de gouvernance. Par conséquent, le PS européen exige des démarches en vue de l'introduction d'une Union fiscale.

En route pour l'Union ÉCONOMIQUE: À l'échelle planétaire, l'UE constitue l'unique communauté de MARCHÉ qui ne soit pas protégée par une politique économique commune. Ainsi, l'UE ne peut pour rien faire (ou presque) pour barrer le chemin au chômage de masse qui sévit en Europe. Il lui manque les moyens qui lui permettraient de pratiquer une politique d'investissement efficace. Le budget de l'UE est minime par rapport à l'économie publique européenne. L'UE est tout aussi désarmée pour lutter aujourd'hui efficacement contre la rude concurrence (entre places économiques) entre les États membres de l'UE. Si des

États membres affichant une évolution des salaires largement au-dessous de l'évolution de la productivité et largement au-dessous de la moyenne de l'UE sont capables de montrer une compétitivité internationale sans égale et réduisent leur demande intérieure, alors ils contribuent au fait que d'autres États membres de l'UE présentent des déficits excessifs de leur balance des paiements et que leur chômage augmente. Aujourd'hui, l'UE fait face à ce jeu destructeur avec une impuissance quasi totale. Cela doit changer. La Confédération européenne des syndicats (CES) et le PS européen exigent un [programme complet pour des investissements massifs en vue de la reconversion éco-sociale, une évolution durable et respectueuse des ressources](#) et [le lancement par l'UE d'une politique économique progressiste](#) au service des êtres humains. Dans le cas des États membres qui n'échappent pas à des réformes structurelles nécessaires, l'UE doit offrir du soutien et surveiller/s'assurer que la forme de leur organisation respecte les principes sociaux. Sont d'une importance cruciale: une politique industrielle axée sur l'innovation pour le renforcement des espaces économiques locaux et régionaux et des mesures ciblées pour la protection de ceux que la globalisation de la concurrence mène droit dans le mur.

En route pour l'Union SOCIALE: Malgré un chômage de masse et l'importance capitale des systèmes de rentes pour les gens, pour la dette publique, pour la stabilité de l'économie et de la monnaie, l'UE ne possède pour l'heure que peu de compétences en matière de sécurité sociale et de rentes. Ce n'est qu'indirectement que l'UE peut, pour l'accompagnement de la libre circulation des personnes, régler certaines interfaces entre les systèmes sociaux aux visages très différents de ses États membres. Pour que soit assurée une base d'existence et de subsistance digne de l'être humain, la Confédération européenne des syndicats (CES) prépare une campagne à l'échelle européenne contre la précarisation, pour des investissements publics et pour des [salaires minimaux d'un montant suffisant \(décent\)](#) faisant l'objet de conventions conclues entre partenaires sociaux par la voie légale. Pour le PS européen, l'introduction immédiate d'une [assurance des personnes sans emploi](#) communautarisée constitue la première étape vers une Union SOCIALE. Durant les phases de récession, celle-ci élargirait automatiquement la demande, ce qui augmente considérablement la capacité de l'économie d'amortir les chocs négatifs.

En route pour l'Union MIGRATOIRE: Nous sommes confrontés à la plus grande crise de la solidarité sur la question des réfugiés survenue depuis 1945. En Europe, tel ou tel État ne peut pas porter sur ses seules épaules le poids de la tâche à accomplir. Pour l'heure, le droit de l'UE ne prévoit toutefois pas de surmonter ce défi de façon solidaire. La collaboration à l'échelle européenne n'est possible dans les questions relatives à la migration et aux réfugiés que sur une base volontaire. Si certains États membres de l'UE mettent (individuellement) leur veto, cela ne signifie pas que l'UE ait failli. C'est plutôt que seuls ont failli les États membres qui, suivant leur logique, refusent de céder des compétences nationales à l'UE en matière de migration et d'asile. Pour le PS européen (PSE), c'est clair: dans la politique de la migration et de l'asile, il faut non pas moins d'UE, mais plus d'UE et une UE meilleure. Faute de quoi nous menacera la réintroduction de contrôles aux frontières à l'intérieur de l'UE, avec des conséquences imprévisibles pour la liberté de voyage, la libre circulation des personnes et le marché intérieur dans son ensemble.

Dans certains domaines, l'UE a une longueur d'avance sur la Suisse

Le PS Suisse doit et veut faire œuvre de force progressiste dans les débats actuels des forces progressistes en Europe – et notamment du PS européen. En ce qui concerne toutes les exigences formulées pour obtenir plus d'Europe, une Europe meilleure et une Europe sociale, nous ne devons toutefois pas minimiser les acquis sociaux de l'UE déjà engrangés. Du point de vue helvétique, force est de constater que l'UE a adopté dans de nombreux domaines des réglementations plus progressistes que la Suisse. Ce n'est pas l'UE en tant que

projet qui est néo-libérale, mais la politique actuelle d'une majorité de gouvernements dans les États membres de l'UE – et en Suisse! Il faut garder à l'esprit et continuer de développer les réglementations progressistes de l'UE¹:

- L'UE offre globalement des chances et des possibilités considérables. Les différents États et les différentes régions de l'UE sont aujourd'hui dans une bien meilleure situation que la Suisse, qui souffre de la force du franc et du blocage sur les questions de politique européenne. Dans le Bade-Wurtemberg (Baden-Württemberg) et la Bavière (Bayern), qui sont des Länder étroitement liés à la Suisse et comparables à notre pays sur de nombreux points, le dynamisme économique est aujourd'hui meilleur, la force d'innovation plus élevée et le tournant énergétique plus avancé qu'en Suisse. En affichant un taux de chômage de 4.5% à la fin de 2015 (selon la définition ILO), l'Allemagne fait mieux que la Suisse (4.7%).
- Dans l'UE, la protection des travailleurs va plus loin qu'en Suisse: horaires de travail plus courts; meilleure protection contre les licenciements; la concurrence entre systèmes est moindre en raison de la coordination accrue et de l'harmonisation partielle du droit (de la réglementation) du marché du travail et du droit social dans l'UE; les conditions de travail et l'information à ce sujet sont meilleures. Les réglementations pour les personnes qui travaillent dans des conditions de travail précaires sont plus sévères qu'en Suisse. De plus, l'UE garantit aux travailleurs des droits de participation dans des entreprises opérant à l'échelle européenne, ce qui n'est pas le cas de la Suisse. Parallèlement à ce constat, il est tout aussi clair qu'il reste encore beaucoup à faire pour instaurer de bonnes conditions sociales à l'échelle européenne.
- Les réglementations de la politique de l'égalité de l'UE sont nettement plus englobantes et plus efficaces que celles de la Suisse. L'activité professionnelle et la vie familiale peuvent être conciliées plus facilement.
- L'UE garantit à toutes les citoyennes et à tous les citoyens de l'UE la pleine jouissance de leurs droits civiques dans les dossiers locaux et les affaires de l'Union, y compris le droit de vote actif et passif dans les dossiers communaux et européens, ce qui n'est pas le cas de la Suisse.
- La mutation écologique de l'économie et de la protection du climat a une réglementation plus progressiste dans l'UE qu'en Suisse: les objectifs sont plus « maniables » et le paquet de mesures visant à réaliser ces objectifs est bien plus concret et plus complet.
- Avec l'Union bancaire nouvellement créée et à la suite d'autres décisions, la surveillance des marchés financiers et la réglementation paneuropéenne des mouvements transfrontaliers de capitaux sont beaucoup plus strictes qu'en Suisse. Les prescriptions en matière de transparence sont plus englobantes et le degré de sécurité juridique est plus élevé.
- Le blanchiment d'argent et les abus de marché, comme les opérations d'initiés et les manipulations de cours, sont combattus plus fortement dans l'UE qu'en Suisse. L'établissement et la présentation des comptes sont plus transparents, et les droits des actionnaires, des créanciers, des travailleurs et des tiers sont protégés plus efficacement.
- L'UE dicte la cadence en matière de lutte contre la fraude et l'évasion fiscale individuelle et de fermeture des niches fiscales pour ce qui a trait à la fiscalité des entreprises tout autant que pour ce qui concerne l'application de sanctions en cas de fraude à la taxe sur la valeur ajoutée. Pour ces questions, la Suisse applique les directives seulement là où l'UE, l'OCDE et les États-Unis ont fait monter la pression politique au maximum.

¹ Voir pour les détails le document PDF intitulé « PS Suisse, nouvelle plate-forme européenne », approuvé par l'Assemblée des délégué-e-s, 2005 et 2006, <https://www.sp-ps.ch/fr/dossiers/europe-et-politique-etrangere>

- Dans trois jugements qui feront date, la Cour de justice de l'Union européenne a renforcé massivement le droit à l'autodétermination de l'individu en ce qui concerne ses données. Seule l'UE, avec sa stratégie numérique, a le pouvoir d'imposer de telles décisions au Service de renseignement américain et aux entreprises états-uniennes. La Suisse, toute seule, ne le pourrait pas. En tout état de cause, la protection des données est nettement moins développée en Suisse que dans l'UE.
- L'UE promeut de façon efficace la collaboration internationale en matière de formation et de recherche et ne connaît dans ce domaine pas d'interruptions ni d'incertitudes préjudiciables comme la Suisse.
- Le marché intérieur élimine les obstacles techniques au commerce, ce qui est salutaire notamment pour les PME à vocation exportatrice et accroît leurs chances contre les multinationales.
- Le droit de la concurrence est dans l'UE nettement plus efficace qu'en Suisse, ce qui simplifie la lutte contre les rentes de monopole, les cartels et d'autres formes d'abus de position dominante sur le marché au détriment des consommatrices et des consommateurs.
- La protection des consommateurs est plus développée dans l'UE qu'en Suisse.
- Avec sa politique de cohésion, l'UE contribue plus que la Suisse au soutien et à la promotion de régions plus faibles socialement et économiquement.
- Seule l'UE peut faire bouger les choses sur le plan de la politique internationale. La Suisse toute seule est trop faible pour cela. Les valeurs – résolution civile des conflits, droits humains et développement durable – sont dans une large mesure les mêmes.

Façonner l'UE ensemble – une thématique de choix pour le PS Suisse ?

Nous pensons que oui – et cela pour les trois raisons suivantes:

Nous n'avons ni le droit ni l'envie de rester inactifs si la politique actuelle des États membres de l'UE, dont les gouvernements sont principalement conservateurs, met en péril le projet de l'UE et perd le soutien de la population. La réponse de certains États membres de l'UE aux grands défis actuels – le chômage, la crise de l'euro, la migration et la violence motivée par la politique – ne parvient pas à convaincre de nombreuses personnes. Cela fait à l'échelle européenne le jeu de la fausse promesse de la souveraineté, qui fait croire à tort que seul le retrait dans l'autonomie des États-Nations offre une protection. Il y a des courants souverainistes dans toute l'Europe, aussi en Suisse. Ils se renforcent mutuellement. La Suisse a toutefois mieux à proposer que le fait d'enthousiasmer l'extrême droite dans toute l'Europe avec des votations populaires problématiques et le fait de favoriser le retrait dans l'État-nation et la désintégration du processus d'intégration européen.

Nous sommes une partie de la « sphère politique » européenne. 1.9 million de personnes, autrement dit près d'un quart de la population résidante suisse, possèdent la nationalité de l'un des États de l'UE et jouissent donc des pleins droits politiques dans l'UE. Conjointement avec elles, nous pouvons lancer des campagnes promouvant la façon dont nous voulons façonner l'UE ensemble. Les citoyennes et citoyens de l'UE résidant en Suisse peuvent signer des initiatives citoyennes européennes, élire le Parlement européen et local, etc. Le PS et, notamment, le PS Migrant-e-s collaborent avec eux et les sections suisses des partis frères d'États de l'UE. Cela est important, parce que les développements de l'actualité en Europe et les débats qui s'y déroulent influent sur la formation d'opinion en Suisse. Les élections qui se tiennent en Suisse sont souvent influencées dans une plus large mesure par les développements observés au niveau paneuropéen que par les défis de politique intérieure.

Le droit de l'UE a des incidences en Suisse. C'est pour cela que nous voulons le façonner ensemble. La Suisse est intégrée plus fortement dans l'UE que certains de ses

États membres. De nombreux projets politiques et processus législatifs en cours en Suisse trouvent leur impulsion dans certains développements survenus dans l'UE ou, du moins, sont fortement influencés par ceux-ci. Le problème de l'adaptation (nommé « autonome » par euphémisme) du droit suisse au droit européen (de l'UE) se pose avec encore plus d'acuité depuis que le développement des accords sectoriels entre la Suisse et l'UE est bloqué. Ce blocage doit être levé et la participation au débat démocratique doit être améliorée. Un pouvoir de codécision démocratique n'est bien sûr possible qu'après une adhésion complète. Maintenant déjà, nous voulons et nous pouvons toutefois faire entendre notre voix, intervenir dans les débats politiques pour une Europe sociale et contribuer au développement d'une identité paneuropéenne.

Poursuivre le développement d'une identité paneuropéenne – renforcer le PS européen avec des campagnes communes pour une Europe sociale

Le fait d'exiger plus d'UE, une UE meilleure et une UE sociale implique à de multiples égards un changement du droit primaire de l'UE. Dans le climat politique actuel, cet obstacle fait figure d'épouvantail. Des réformes en profondeur sont envisageables, aussi en deçà de cet obstacle. Le PS souhaite d'autant plus apporter sa contribution aux débats paneuropéens correspondants et y participer. Pour nous, le cadre le plus important de ces débats est le PS européen. Avec l'accord sur un candidat commun « tête de liste » et avec la conduite d'une campagne électorale commune, le PS européen a introduit en 2014 des étapes importantes en vue de contribuer à la constitution d'une « sphère publique » paneuropéenne.² Nous devons rebondir sur ce succès et lui faire écho. Voici quelques moyens:

- Conjointement avec le PS Island, le PS demande son adhésion en tant que membre à part entière au PS européen.
- Le PS est l'hôte d'une série de conférences du PS européen en Suisse. La première de ces conférences aura lieu le samedi le 21 mai 2016 à Berne et sera consacrée au thème suivant: « Pour une politique migratoire à l'échelle de l'Europe ».
- Le PS est actif dans les réseaux thématiques du PS européen (migration, finance et économie, démocratie et société, climat et énergie, réformes progressistes, politique extérieure, développement, paix et sécurité, etc.), renforce le dialogue avec le Groupe S&D au Parlement européen et développe la collaboration en cours avec la Fondation européenne d'études progressistes (Foundation for European Progressive Studies FEPS).
- Le PS soutient, conjointement avec le PS Migrant-e-s, des Initiatives citoyennes européennes (ICE) et récolte pour celles-ci des signatures en Suisse.
 - L'ICE « Droit à l'eau », qui a connu un très vif succès en recueillant 800 000 signatures à l'échelle européenne et empêché efficacement la privatisation de l'eau, montre le chemin.
 - Actuellement, l'attention se porte sur l'ICE « Une Europe équitable dans le secteur des transports – Égalité de traitement pour tous les travailleurs du secteur des transports », qui veut mettre un terme à l'insupportable dumping social et salarial qui règne dans ce secteur.
 - La proposition du PS Suisse – soumise au PS européen – de lancer une ICE intitulée « Un salaire égal pour un travail égal au même endroit » connaîtra une suite et un approfondissement.

² PS européen, Manifeste pour les élections de 2014 ([download](#)) et Résolutions du Congrès 2015 sur [la démocratie](#), [les emplois](#), [l'agenda global](#) et [la feuille de route jusqu'à 2019](#).

- Le PS participe à la campagne de la Confédération européenne des syndicats (CES) pour une offensive (campagne) européenne en faveur des investissements pour la lutte contre le chômage de masse ce qui a été repris par le PS européen avec sa campagne pour une garantie enfants.

En résumé: le PS n'a ni le droit ni l'envie de rester inactif si la politique actuelle des États membres de l'UE, qui sont en majorité gouvernés par des forces conservatrices, met en péril le projet de l'UE et perd le soutien de la population. Le PS veut et peut, avec le PS européen et toutes les autres forces progressistes, contribuer à la constitution d'une « sphère publique » européenne et à la mobilisation, à l'échelle européenne, pour plus d'Europe, pour une Europe meilleure, pour une Europe sociale.